

FICHES ACTIONS



Roi
Morvan
Communauté

AXE 1

PILOTAGE DU PLPDMA

ACTION 1

Suivi du PLPDMA et compte rendu annuel

ACTION 2

Gouvernance : Structurer la politique ECI



SUIVI

DU PLPDMA ET COMPTE RENDU ANNUEL



CCES
Grand public



SITTOM-MI



0,05 ETP par an : 11 jours par an
0,1 ETP pour la révision de mi-
parcours : 23 jours



Le coût du salaire

DESCRIPTION DE L'ACTION

Suivi annuel de l'avancée des actions réalisées dans le cadre du PLPDMA et évaluation de leurs retombées.

Ajustement du programme au besoin à mi-parcours.

Veille sur les programmes régional et national de prévention.

OBJECTIFS

Faire un bilan annuel des actions menées dans le cadre du PLPDMA.

En informer la CCES et définir les ajustements nécessaires à une réorientation du PLPDMA.

Suivi des partenaires et maintien à jour du réseau d'acteurs.

ENJEUX

État des lieux des actions réalisées par rapport aux objectifs fixés.

Évaluation de leurs impacts sur la réduction des déchets et la sensibilisation des usagers.

MISE EN ŒUVRE

Rencontre annuelle avec la CCES.

Analyse des caractérisations et du MODECOM pour évaluer l'évolution des tonnages collectés et des erreurs de tri.

Réalisation d'un compte rendu annuel et perspectives d'ajustements pour l'année suivante.

POINTS DE VIGILANCE

Mise en avant des difficultés de mise en œuvre.

Réorientation des actions si nécessaire.

INDICATEURS DE SUIVI

% de réalisation des actions par rapport aux objectifs.

Réorientation des actions si nécessaire.

2 GOUVERNANCE

STRUCTURER LA POLITIQUE ECI



RCom
Grand public



Service planification énergétique de
RCom
Pays COB



0,01 ETP par an :
2 jours



Plateforme TETE



Le coût du salaire
Budget économie circulaire Axe 4



Contrat objectif territorial Pays COB

DESCRIPTION DE L'ACTION

Définir un référent élu et une personne technique pour l'économie circulaire.
Déployer un budget propre à l'économie circulaire.

OBJECTIFS

Poursuivre les actions menées par le programme TER.
Être une collectivité engagée dans la démarche du COT avec le Pays COB.
Obtenir la labellisation territoires en transitions de 1^{er} niveau puis de 2^{ème} niveau.
Inscrire l'économie circulaire dans les actions de RCom.

ENJEUX

Mettre en œuvre et piloter la stratégie de prévention des déchets du PLPDMA en concordance avec les actions du plan d'action PCAET/COT.
Tenir à jour le référentiel ECI sur la plateforme TETE.

MISE EN ŒUVRE

Obtenir la validation de 1^{er} niveau en identifiant un élu référent et une personne technique.
Obtenir la validation de 2^{ème} niveau en réalisant 35% des actions portées par la collectivité sur le référentiel ECI.
Compléter le plan d'action PCAET/COT sur la plateforme de l'ADEME dédiée (TETE)
Alimenter la page Je donne... Je cherche sur le site RCom.

POINTS DE VIGILANCE

Avoir un budget dédié à l'économie circulaire financé par le COT.
Continuité après l'arrêt du COT fin 2026.

INDICATEURS DE SUIVI

Suivi de réalisation des objectifs.

AXE 2

TÂCHES COURANTES PRÉVENTION ET TRI

ACTION 3

Missions concernant la prévention et le tri.

ACTION 4

Communication prévention et tri.

ACTION 5

Animations grand public.

3 MISSIONS CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LE TRI



Grand public
Agents RMCom
Municipalités



SITTOM-MI
Municipalités
Service communication



0,15 ETP par an : 35 jours par an



Documentation pour les kits
nouveaux arrivants
Bilan des caractérisations



Le coût du salaire
Coûts postaux des kits nouveaux
arrivants : 200€/an
Impressions documents : 150€/an
Impressions Mémotri : 1 200€ tous les
trois ans (3 500 exemplaires en Français,
800 en Anglais et 150 en Breton)

DESCRIPTION DE L'ACTION

Ensemble des actions courantes concernant la prévention et le tri (hors PLPDMA mais comptabilisé dans le temps de travail).

OBJECTIFS

Préparation et envoi des kits nouveaux arrivants tous les mois et diffusion de l'autocollant « STOP PUB ».

Gestion courante des sollicitations ponctuelles.

Suivi des caractérisations et courriers de sensibilisation auprès des usagers en cas d'erreurs de tri.

Sensibilisation des agents de ménages.

Diagnostiques déchets auprès des non-ménages souhaitant réduire leur quantité de déchets.

Participer à des expérimentations du SITTOM-MI.

ENJEUX

Sensibiliser les usagers et les agents, les accompagner dans leurs changements d'habitudes et leurs questionnements.

Veille et relais des initiatives mises en place sur RMCom.

MISE EN ŒUVRE

Actions récurrentes : tous les mois pour les kits nouveaux arrivants et les caractérisations.

Bilan annuel avec suivi des personnes touchées, des gisements d'évitement et des retombées presse.

Ponctuel pour les diagnostics déchets auprès des professionnels.

POINTS DE VIGILANCE

Importance de la communication pour toucher un large panel de personnes.

S'appuyer sur le réseau d'acteurs pour diffuser l'information.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de kits nouveaux arrivants envoyés par an.

Bilan des caractérisations et nombre de courriers d'erreurs de tri envoyés.

Compte rendu des rencontres avec les professionnels pour les diagnostics déchets.

4 COMMUNICATION PRÉVENTION ET TRI



Grand public
Scolaires
Agents RMCom
Municipalités



SITOM-MI
Service communication
Service informatique
Municipalités
Bibliothèques
Correspondants locaux



0,1 ETP par an : 23 jours par an



Coordonnées des correspondants
locaux et des partenaires
Canaux de diffusion numériques



Le coût du salaire
Le coût d'impression des supports de
communication et affiches : 200€/an
Communication compostage : 5500 €/an
(soutien ADEME jusqu'à mi-2026)

DESCRIPTION DE L'ACTION

Initier à un changement de comportement en réalisant des actions de communication sur différentes thématiques liées au tri et à la prévention.

Réfléchir à des outils de communication adaptés en fonction des publics concernés.

OBJECTIFS

Réaliser des actions de communication tout au long de l'année et pour des événements ponctuels.

Réalisation de contenu pour les bulletins municipaux (prévention, sensibilisation, diffusion d'évènements, etc.)

Mise à jour et évolutivité du site internet de RMCom.

Diffusion d'information sur les réseaux sociaux et via les sites internet des communes et nombreux canaux du service communication.

Rédaction de communiqués de presse.

Affichage papier dans les communes et les bibliothèques.

Communication sur le textile avec Refashion (12 posts par an, mise à jour du site internet) et les autres REP.

Diffusion du Quizz Tri (lors des formations compostage, de la distribution de bacs de tri, des événements, etc.).

Communication générale sur les 7 piliers de l'économie circulaire.

Participation à des émissions de radio.

4 COMMUNICATION PRÉVENTION ET TRI

ENJEUX

Mise en avant des actions réalisées au cours de l'année et des partenaires mobilisés.

Information et sensibilisation des usagers à un changement d'habitudes en faveur d'une réduction des déchets.

Invitation du grand public à des évènements

Communication sur la réparation, le réemploi et la consigne et plus généralement sur les thématiques associées à la prévention et au tri.

MISE EN ŒUVRE

S'appuyer du service communication et informatique pour la diffusion des communications tout au long de l'année et ponctuellement pour des évènements spécifiques.

Réalisation d'affiches en soutien avec le service de communication.

POINTS DE VIGILANCE

Prendre le temps de rencontrer les acteurs locaux en amont pour pouvoir toucher le public concerné.

Difficulté d'évaluer les retombées des actions de communication sur les changements d'habitude.

Considérer l'importance du temps nécessaire pour faire de l'affichage dans les communes.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de publications et d'interactions sur les réseaux sociaux.

Nombre d'articles de presse publiés (veille du service communication), de participations à des émissions de radio.

Nombre de vue et de partages sur les différentes pages du site internet.

Nombre de personnes présentes aux évènements.

5 ANIMATIONS

GRAND PUBLIC



Grand public
Agents RMCom



SITTOM-MI

Recup'R

Scolaires

Municipalités

Médiathèques

Associations

Repair café

Conseiller numérique

France Service

Services communication,
enfance jeunesse,
informatique, espace de vie
sociale



0,25 ETP par an :
57 jours par an



Prêt de kits de communication et matériel
d'ateliers par le SITTOM-MI

Camion « Labo zéro déchets » du
SITTOM-MI

Fiche Action n°3

Financement de bus par le SITTOM-MI
pour les visites du centre de tri



Le coût du salaire

Budget pour les animations : 600€/an

DESCRIPTION DE L'ACTION

Proposer des animations tout au long de l'année sur des thématiques associées à la prévention, au tri des déchets et au compostage afin d'informer et d'accompagner le changement des habitudes du tri des usagers.

OBJECTIFS

Réaliser des actions de prévention (atelier couches lavables, éponges en tissus, visites de centre de tri, etc.).

Coordination annuelle de la SERD et de la JNR.

Participation au Digital Cleanup Day en lien avec le conseiller numérique (lien Action 12).

Propositions d'ateliers dans le cadre d'un projet de structure (scolaires, ALSH, EVS, conseil municipal des jeunes) : Ker Burger, Fresque des déchets adulte et junior, etc.

ENJEUX

Sensibilisation à la réduction des déchets.

Promotion des actions de réparation sur le territoire.

Sensibilisation à la collecte des déchets électroniques.

Apporter une vision plus festive et ludique à la prévention des déchets et du tri.

5 ANIMATIONS

GRAND PUBLIC

MISE EN ŒUVRE

Organisation des animations tout au long de l'année.

Réalisation de bilan et veille presse via le service communication.

S'appuyer sur le service jeunesse, l'espace de vie sociale et Récup R' pour coordonner des animations.

Créer des synergies entre les associations locales pour les rendre autonomes.

POINTS DE VIGILANCE

Travailler en amont avec les communes et les partenaires.

Garder à jour une liste de contacts pour faciliter le renouvellement des évènements chaque année.

Relancer des ateliers de réparation tout au long de l'année pour développer un réseau sur plusieurs communes.

Communication sur les évènements en lien avec la chargée de communication.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre d'évènements organisés et de partenaires mobilisés.

Nombre d'animations organisées et nombre de personnes touchées par atelier.

Retours des ateliers et des visites.

AXE 3

BIODÉCHETS

ACTION 6

Tri à la source des biodéchets : Mise à disposition de composteurs

ACTION 7

Réduction des déchets verts : Aide à la location de broyeurs

ACTION 8

Sensibilisation à la gestion de proximité des végétaux

ACTION 9

Refuser les apports de tonte de pelouse et feuilles mortes en déchèterie

6 MISE

À DISPOSITION DE COMPOSTEURS

Tri à la source des biodéchets



Habitants
Non-ménages
Communes
Etablissements
scolaires
Différents services
de RCom



Maître composteur
Communes
Services techniques
communaux



1 ETP temps plein maître
composteur

+ 0,05 ETP par an : 11 jours
0,25 ETP à partir d'avril 2027
(fin du poste de maître
composteur) : 57 jours par an



Composteurs
Bioseaux
Brasse compost
Thermomètre
Signalétique



Le coût du salaire

Achat de composteurs et de bioseaux
(environ 650 chaque par an) : 36 000€/an
Signalétique pour le compostage partagé :
4 200€/an (10 panneaux)
Brasse compost (10) : 300€/an
Thermomètre (10) : 150€/an

DESCRIPTION DE L'ACTION

Mise à disposition de composteurs pour le public, les communes et les non-ménages et formation des usagers.

OBJECTIFS

Proposer une solution de gestion de proximité des déchets alimentaires à tous les foyers de RCom et informer les non-ménages sur l'obligation de tri à la source des biodéchets.

ENJEUX

Lever les réticences des usagers au sujet du compostage par de l'information et de la sensibilisation.

Maintien de l'action pour composter les biodéchets après avril 2027.

MISE EN ŒUVRE

Distribution de composteurs lors de mise à disposition dans les communes ou lors des permanences au centre technique.

Mise en place de site de compostage de proximité et réalisation du suivi auprès des établissements.

Réalisation de formations sur le compostage.

Sensibilisation et information des prochaines sessions de formation dans le kit nouveaux arrivants ou lors d'échanges téléphoniques.

Mise à jour de la base de données.



MISE

À DISPOSITION DE COMPOSTEURS

Tri à la source des biodéchets

POINTS DE VIGILANCE

Proposer systématiquement de la documentation et de l'information lors de la distribution de composteurs.

Poursuite des actions menées par le maître composteur (fin du contrat 31.03.2027).

L'action de lutte contre le gaspillage alimentaire n'ayant pas été validée comme prioritaire, elle ne pourra être intégrée à cette action.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de composteurs et de bioseaux distribués chaque année.

% de foyers ayant une solution de compostage sur RMCom.

Nombre de sites de compostages partagés installés sur l'année et nombre total depuis le début du programme.

Nombre de non-ménages ayant une solution de tri à la source.

Nombre de sessions de formation données et nombre de participants.

Estimation des tonnages de biodéchets compostés et des tonnages évités dans les OMR (en kg/hab./an).

7 AIDE

À LA LOCATION DE BROYEURS

Réduction des déchets verts



Grand public



RMCom
Loueurs
Municipalités



0,05 ETP par an : 11 jours par an
Service comptabilité



Carte des prestataires (loueurs de matériels, paysagistes)



Le coût du salaire

Fonctionnement : aide de 60€ par usager par an. Budget pour 50 locations par an jusqu'en 2026 : 2 500€ ; pour 60 locations par an à partir de 2027 : 3 600€
Communication : 200 €

DESCRIPTION DE L'ACTION

Programme d'aide de la communauté de commune pour inciter les usagers à broyer leurs végétaux et éviter qu'ils soient envoyés en déchèterie

OBJECTIFS

Réduire les déchets verts.

Valorisation des végétaux sur place.

ENJEUX

Éviter une partie des déchets verts envoyés en déchèterie.

Sensibilisation à l'importance de gérer ses déchets verts à l'échelle du jardin individuel.

MISE EN ŒUVRE

Sensibilisation et information dans le kit nouveaux arrivants, lors d'animations et permanence et dans la communication générale.

Actions de communication sur l'intérêt du paillage et du broyat dans un jardin individuel (désherbage, arrosage, beauté).

Remboursement partiel de la location de broyeur sur présentation de facture et d'un dossier complet. L'utilisateur avance les frais et a le choix du prestataire de broyeur parmi ceux conventionnés.

POINTS DE VIGILANCE

Communication sur le dispositif.

Augmenter le plafond du nombre d'aides.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre d'aides à la location de broyeurs financées par année (50 par an jusqu'en 2025 puis 60 par an dès 2026).

Tonnage de déchets verts évités (kg/hab/an).

Valorisation du questionnaire.

8

SENSIBILISATION À LA GESTION DE PROXIMITÉ DES VÉGÉTAUX



Habitants
Établissements
scolaires



Agents d'entretien
communaux
Chantiers nature et
patrimoine
Paysagistes
Municipalités
Associations



0,05 ETP par an : 11 jours par an
Possibilité d'externaliser pour
l'animation d'ateliers



Achat ou location matériel pour
atelier : 500€



Le coût du salaire
Prestation externe pour l'animation
d'ateliers 2500€/an

DESCRIPTION DE L'ACTION

Revalorisation de l'importance de gérer ses végétaux à l'échelle du jardin pour éviter qu'ils ne soient envoyés en déchèterie.

OBJECTIFS

Organisation d'un atelier par an pour le grand public et les services municipaux afin de les sensibiliser à l'importance d'utiliser ses végétaux au jardin.

Plus largement parler du jardin au naturel (ex : cycle des ressources).

ENJEUX

Réduire la partie des déchets verts envoyés en déchèterie (interdire les pelouses en déchèterie).

Modification durable des comportements des usagers.

Communiquer sur l'éco-exemplarité de RMCom par la formation des services municipaux pour l'entretien des espaces verts.

MISE EN ŒUVRE

Mise en place d'ateliers par an ou externalisation par un prestataire.

Organisation de conférences / débats.

Sensibilisation et information dans le Kit nouveaux arrivants et action de communication (cf. fiche 3).

POINTS DE VIGILANCE

Répondre aux craintes des usagers.

Possibilité de prestation pour l'animation d'ateliers.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de participants aux ateliers
(objectif d'un atelier par an).

Récurrence des ateliers et diversité des
thématiques abordées.

Nombre de partenaires mobilisés.

9

REFUSER LES APPORTS DE TONTE DE PELOUSE ET FEUILLES MORTES EN DÉCHÈTERIE



Habitants
Professionnels
Communes



Agents de déchèterie
Service com
Municipalités



0,05 ETP : 11 jours/an
Renfort en personnel de
déchèterie (3 mois la 1^{ère} année)



Support communication (brochure
synthétique, Jardin Malin, spot, panneau)



Le coût du salaire
Communication : 3000 €/an
17000 € pour le renfort en déchèterie et
éco-station

DESCRIPTION DE L'ACTION

Refuser les apports de tonte et feuilles mortes en déchèterie.

Accompagner l'arrêt de l'apport des tontes et feuilles mortes en déchèteries (particuliers et professionnels).

OBJECTIFS

Réduire les tonnages collectés de déchets verts pour maintenir les coûts et éviter du transport d'eau.

Permettre la valorisation des tontes et feuilles mortes sur site.

ENJEUX

Environnemental : importance de valoriser sur place les tontes pour lutter contre réchauffement climatique.

Economique : Moins de transports de déchets.

Changement comportement : incitation à faire de la gestion de proximité des déchets verts.

MISE EN ŒUVRE

Sensibilisation en déchèterie avant la mise en place des usagers et des agents de déchèterie (3 mois de tolérance), panneaux d'information et communication multi-support.

Communication sur les solutions de gestion des déchets verts au jardin

Proposer des ateliers de gestion de proximité des déchets verts

Concours de tonte différenciée.

POINTS DE VIGILANCE

Répondre aux craintes des usagers.

Eviter les dépôts sauvages et le brûlage des déchets verts.

INDICATEURS DE SUIVI

Tonnage de déchets verts collectés.

Nombre de participants au concours et ateliers.

AXE 4

FAVORISER LA RÉPARATION ET DÉVELOPPER LE RÉEMPLOI

ACTION 10

Rédition du Guide seconde vie.

ACTION 11

Développer le réemploi auprès des citoyens : Animation d'ateliers de réemploi.

ACTION 12

Collecte et réemploi de téléphones avec France Service.

ACTION 13

Viser le réemploi des matériaux : Faire partie du réseau d'échanges entre collectivité pour le réemploi de matériaux.

ACTION 14

Viser le réemploi des matériaux : Accompagner au réemploi de mobilier sur le chantier pôle jeunesse et petite enfance de Guémené.

10 RÉÉDITION

DU GUIDE SECONDE VIE



Habitants
Associations
Municipalités



Entreprises et associations présentes
dans le guide
Municipalités
Service Économique



0,04 ETP 1 an sur 2 : Appel à un graphiste
9 jours



Le coût du salaire
Budget impression : 500€ pour 500
exemplaires
Budget graphiste : 500€ pour la
conception

DESCRIPTION DE L'ACTION

Document qui recense les initiatives locales de réparation, occasion, location, réemploi et qui est mis à jour tous les deux ans.

OBJECTIFS

Diffuser le Guide comme support pour communiquer sur le réemploi ou la réparation.
Promouvoir les entreprises locales.

ENJEUX

Communiquer et diffuser les bonnes pratiques du territoire.
Créer des synergies et une mise en réseau.
Connaître les acteurs de la seconde vie sur le territoire.

MISE EN ŒUVRE

Le Guide est mis à jour tous les deux ans puis réimprimé et déposé en ligne sur le site internet.
Travail de correction fin 2025, 2027 et 2029 pour des impressions en début d'années suivantes.
Distribution lors d'évènements, dans le kit nouveaux arrivants et en mairies.
Distribution aux entreprises référencées dans le Guide.

POINTS DE VIGILANCE

Veille continue du recensement des acteurs.
Faire un travail de recensement des acteurs locaux du territoire et des partenaires grâce à la mise à jour du Guide.
Travail conjoint avec le service économique pour une mise à jour des entreprises.
Créer une cartographie des acteurs pour connaître les parties du territoire moins bien représentées.

INDICATEURS DE SUIVI

Évolution du nombre de Guides distribués.
Évolution du nombre de partenaires mobilisés et d'acteurs présents dans le Guide.

11 DÉVELOPPER

LE RÉEMPLOI AUPRÈS DES CITOYENS

Animation d'ateliers de réemploi



Grand public

Usagers de Récup'R et des déchèteries



Récup'R, chantier nature et patrimoine
Réseau des Repair Café et Repar'Acteurs

Service Jeunesse

Espace de vie sociale

Responsable communication



0,03 ETP 1 an sur 2 :
7 jours



Matériel pour la mise
en place d'ateliers
Locaux de Recup'R et
des Repair Cafés
Imaginer un espace
multifonction dans les
déchèteries



Le coût du salaire
Budget pour le matériel
des ateliers : 1000 €

DESCRIPTION DE L'ACTION

■ Ateliers sur le réemploi d'objets et de matériaux.

OBJECTIFS

Sensibiliser les usagers au réemploi des matériaux et à l'importance de trier ses objets pour qu'ils puissent être réutilisés.

Promouvoir et valoriser les activités et les acteurs du réemploi comme les Repair Cafés.

Inciter à réutiliser ou donner plutôt que jeter.

ENJEUX

Réduire la quantité d'objets et de matériaux qui sont envoyés en déchetterie et qui pourraient être réutilisés ou valorisés

Donner une seconde vie aux matériaux et objets (pilier de l'économie circulaire) : Gratiféria EVS.

Communiquer sur l'éco-exemplarité de RMCom.

MISE EN ŒUVRE

■ Communication autour des ateliers et mobilisation des acteurs tous les ans lors de la JNR.

Réalisation d'un atelier tous les deux ans en lien avec Récup'R'.

POINTS DE VIGILANCE

Demande forte autour du réemploi de matériaux avec la création d'une matériauthèque qui est mise en arrêt pour le moment (local et gouvernance à trouver).

Difficulté de mesurer l'impact d'une communication.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de communications diffusées.

Nombre d'ateliers organisés et de participants.

Quantité d'objets détournés de l'enfouissement (Kg/hab./an)

Retours des participants sur leur sensibilisation au réemploi via des questionnaires.

12 COLLECTE

ET RÉEMPLOI DE TÉLÉPHONES AVEC FRANCE SERVICE



Grand public
Agents



Conseiller numérique
Ecosystem
Chargée de communication
Communes



0,01 ETP par an : 2 jours par an
0.05 ETP par conseiller France Service :
11 jours/an



Commande de boîtes de collectes
Balance pour la pesée avant de renvoyer
la boîte



Le coût du salaire

DESCRIPTION DE L'ACTION

Mise en place de points de collectes pour les téléphones dans les espaces France Services, les établissements et les mairies intéressées.

OBJECTIFS

Installation de plusieurs boîtes de collectes de téléphones afin de permettre leur recyclage ou reconditionnement.

Participation au Digital Cleanup Day pour relancer la communication autour de cette initiative.

Sensibilisation à l'utilisation des données : sobriété numérique.

ENJEUX

Communiquer autour du réemploi et recyclage des téléphones et de la protection des données.

Suivi de la quantité de téléphones envoyés pour être recyclés ou reconditionnés.

MISE EN ŒUVRE

Actions de communications (articles de presse, diffusion d'une affiche, posts Facebook).

Organisation d'ateliers avec les écoles par le conseiller numérique pour sensibiliser à la collecte de téléphones et à la l'entretien de son matériel électrique.

Remontée des téléphones collectés auprès d'Ecosystem.

POINTS DE VIGILANCE

Horaires d'ouverture assez larges des points de collecte.

Communication tout au long de l'année pour élargir le nombre de personnes informées de cette initiative.

Créer des relais dans les communes n'ayant pas de boîtes de collectes.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de boîtes de téléphones installées.

Nombre de téléphones renvoyés avec le poids collecté.

13

FAIRE PARTIE DU RÉSEAU D'ÉCHANGES ENTRE COLLECTIVITÉ POUR LE RÉEMPLOI DE MATÉRIAUX

Viser le réemploi des matériaux



Collectivités

Acteurs du réemploi du territoire



Responsable technique

Réseau de réemploi Bretagne-Sud

Professionnels : Batylab

Acteurs de l'économie sociale et solidaire



0,01 ETP par an : 2 jours



Véhicule



Le coût du salaire

DESCRIPTION DE L'ACTION

Réflexions pour intégrer le réemploi des matériaux dans les projets de construction ou de reconstruction.

Redistribution des matériaux en surplus non utilisés lors du chantier.

OBJECTIFS

Partage de pratiques, de contacts et d'expériences sur le réemploi de matériaux.

Recenser les différents concepteurs et les gisements de déconstruction ou de réemploi.

Réduire les déchets produits en favorisant une déconstruction ciblée et une redistribution dès les premières phases du projet.

ENJEUX

Développer l'utilisation de matériaux de seconde main et travail sur la coopération des acteurs.

Être en veille des différents projets pour intervenir dès les premières phases de chantiers.

Communiquer sur l'éco-exemplarité de RMCom.

MISE EN ŒUVRE

Rencontre trimestrielle avec différents acteurs du réemploi du territoire de Bretagne Sud.

Recensement des différents projets et mise en coopération des acteurs.

POINTS DE VIGILANCE

Identifier les contraintes des acteurs.

Intégrer les freins des instructeurs et des élus sur l'utilisation de matériaux de réemploi.

Développer un réseau pour accéder à des gisements.

Trouver des lieux de stockage des matériaux.

INDICATEURS DE SUIVI

Comptes rendus des réunions.

14 ACCOMPAGNER

AU RÉEMPLOI DE MOBILIER SUR LE CHANTIER PÔLE JEUNESSE ET PETITE ENFANCE DE GUÉMENÉ

Viser le réemploi des matériaux



Croix Rouge
Recup'R
Associations
Communes



Service jeunesse
Services techniques RMCom



0,1 ETP en 2024 et 2025 :
22 jours par an
0,05 ETP en 2026 : 11 jours



Camion pour le
déménagement du
matériel



Le coût du salaire

DESCRIPTION DE L'ACTION

Être présent avant les premières phases de reconstruction pour rediriger le mobilier et les matériels qui pourraient être réutilisés vers des organismes qui en auraient l'utilité.
Participer à la rédaction du marché pour l'achat de mobilier de réemploi.

OBJECTIFS

Éviter que du mobilier et du matériel encore utilisable se retrouve sans recyclage ou réemploi.

ENJEUX

Sollicitation du service finance et soutien avec RESECO.
Communiquer sur l'éco-exemplarité de RMCom.

MISE EN ŒUVRE

Visites de chantier et recensement du mobilier qui pourrait être réemployé.
Évacuation du mobilier et du matériel avant janvier 2025, second chantier pour récupérer les menuiseries intérieures (si techniquement possible).
Redistribution aux organismes qui ont montré leur intérêt.
Accompagner l'achat de mobilier de réemploi pour équiper la structure.

POINTS DE VIGILANCE

Avoir un lieu de stockage pour une utilisation ultérieure.

INDICATEURS DE SUIVI

Inventaire du mobilier et du matériel récupéré par chaque organisme.

Convention avec les repreneurs.

AXE 5

ACCOMPAGNER LES NON-MÉNAGES

ACTION 15

Développer la mutualisation entre les communes

ACTION 16

Accompagner les organisateurs d'évènements à la réduction des déchets

ACTION 17

Sensibilisation des professionnels à l'utilisation de la consigne et du réemploi d'emballages

15 DÉVELOPPER

LA MUTUALISATION ENTRE LES COMMUNES



Communes



Service Finance
Service Economie



0,15 ETP par an : 35 jours
Pourrait faire l'objet d'un stage ou
d'une alternance



Carte de localisation et de
temporalisation des projets



Le coût d'un stagiaire 6 mois :
4000€

DESCRIPTION DE L'ACTION

S'appuyer sur le réseau de la communauté de communes pour favoriser une mise en lien entre les communes.

OBJECTIFS

Mettre en réseau les communes sur plusieurs aspects : prêt de matériel, distribution de matériaux et de mobilier lors de projets de déstockage, commande EPI.

ENJEUX

Définir les rôles et les modalités de la démarche.

Connaître les besoins des communes et suivre leur évolution.

Créer une dynamique entre communes.

MISE EN ŒUVRE

Avoir un suivi des projets de construction ou de déconstruction, réaménagements prévus pour organiser des retraits et des échanges.

Recensement du matériel mutualisable fait par le service finance, marchés publics. Le document est déjà à disposition des communes. Nécessite de mettre en place une dynamique réseau.

POINTS DE VIGILANCE

Savoir si les communes s'entraident déjà entre elles et si elles sont prêtes à créer de nouvelles synergies.

Liste des demandes qui ressortent couramment.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de projets de mutualisation réussis.

Tonnes de matériaux détournés de l'enfouissement.

16 ACCOMPAGNER LES ORGANISATEURS D'ÉVÈNEMENTS À LA RÉDUCTION DES DÉCHETS



Organisateurs
d'évènements
Grand public
Fournisseurs



SITTOM-MI
ESAT St Yves
Label d'éco-événements :
Écofest
Élus de RMCCom
Service tourisme et culture
Le collectif des festivals
Les cuisiniers solidaires
Région Bretagne



0,1 ETP par an : 23 jours
Pourrait faire l'objet
d'un stage ou prestation



Support communication
Véhicule pour
sensibilisation
MOOC Festivals en
transition



Le coût du salaire
Stage 6 mois :
4000€ ou prestation externe

DESCRIPTION DE L'ACTION

La tenue d'évènements génère un certain nombre de déchets qui ne sont pas toujours bien triés. L'accompagnement des organisateurs doit permettre de limiter leur impact et améliorer la qualité du tri.

Accompagner les porteurs d'évènements dans une démarche de réduction des déchets et de manifestation durable (eau, énergie, mobilité...).

OBJECTIFS

Favoriser un meilleur tri des déchets lors de la tenue d'évènements.

Trouver des alternatives pour réduire les quantités de déchets.

Cibler 1-2 évènements chaque année pour les accompagner à la réduction des déchets (10 associations si stage).

ENJEUX

Sensibiliser les participants, les organisateurs et les bénévoles lors de la tenue d'évènements notamment les plus gros producteurs.

Informersur les solutions possibles et les initiatives.

Développer une mise en réseau entre les organisateurs pour permettre un partage d'expériences et de matériels.

16 ACCOMPAGNER LES ORGANISATEURS D'ÉVÈNEMENTS À LA RÉDUCTION DES DÉCHETS

MISE EN ŒUVRE

Réaliser un diagnostic en amont de l'évènement pour évaluer les potentiels déchets induits.

Mettre à disposition de la documentation et des informations visant à limiter la création de déchets (gobelets et vaisselle réutilisables, gourdes et fontaines à eau, compostage, etc.).

Mise à disposition de support de communication pour réduction/tri déchets.

Inciter les organisateurs d'évènements à suivre des engagements de réduction des déchets au choix parmi une liste prédéfinie.

Autonomiser l'organisation d'une rencontre par an entre les acteurs pour créer et maintenir un réseau.

Promotion location gobelets partenariat Sittom-mi, ESAT.

POINTS DE VIGILANCE

Changement de personnes ressources au sein des structures.

Lien avec les subventions obtenues de RCom.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre d'évènements suivis.

Nombre de bacs par évènement/an.

Nombre d'actions de prévention menées.

Volume sur le nombre de visiteurs de la manifestation.

Nombre de gobelets loués.

17 SENSIBILISATION DES PROFESSIONNELS À L'UTILISATION DE LA CONSIGNE ET DU RÉEMPLOI D'EMBALLAGES



Entreprises
professionnelles



Entreprise d'écoemballages
pour professionnels

Filière de consigne (DISTRO)
CITEO

Entreprise de lavage
ESAT de Plouray pour le
lavage des de gobelets

SITTOM-MI



0,05 ETP par an : 11 jours
0,05 ETP par an chef de
service : 11 jours



Véhicule



Le coût du salaire
Relais de communication



Redevance spéciale
professionnels
Programme REUSE CITEO

DESCRIPTION DE L'ACTION

Les professionnels utilisant des emballages doivent pouvoir trouver des solutions pour qu'ils soient réutilisés.

Les textes réglementaires n'étant pas encore publiés pour la REP emballages professionnels, cette fiche action est amenée à évoluer.

OBJECTIFS

Réemploi de 10% d'emballages en 2027 (Décret 8/04/2022).

Réglementation européenne instaure une obligation d'utiliser au moins 40% d'emballages réemployables en 2030.

ENJEUX

Réduire les déchets à la source par le développement de la consigne, favoriser le réemploi d'emballages.

Prévention pour accompagner la redevance spéciale.

Orienter les professionnels dans les filières dédiées.

17 SENSIBILISATION DES PROFESSIONNELS À L'UTILISATION DE LA CONSIGNE ET DU RÉEMPLOI D'EMBALLAGES

MISE EN ŒUVRE

Rencontrer en priorité les acteurs de la restauration pour les accompagner dans la mise en œuvre de de la REP EIC.

Promouvoir la consigne pour les emballages en verre (CITEO et DISTRO).

Suivre et sensibilisation autour de la REP ECI.

Rencontre de partenaires d'écoemballages et de consignes sur le territoire pour les mettre en lien avec les professionnels.

Créer des circuits court au sein de zone d'activité.

POINTS DE VIGILANCE

Avoir connaissance des acteurs professionnels concernés par le développement de la consigne et du réemploi d'emballages.

Pas de modalités de mise en œuvre de la REP emballages professionnels.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre d'entreprises ayant basculé dans l'utilisation de la consigne et du réemploi d'emballages.

Nombre de locations de gobelets via l'ESAT de Plouray.

Nombre de membre de l'éco-organisme sur le territoire.

AXE 6

ÉCO-EXEMPLARITÉ

ACTION 18

Structurer la politique d'achat responsable de RMCom

ACTION 19

Réaliser une chartre évènements responsable de RMCom

18 STRUCTURER

LA POLITIQUE D'ACHAT RESPONSABLE DE RMCOM



Élus
Agents



Service finance – marché public,
secrétariat et responsable technique
Réseau RESECO
Fournisseurs, sous-traitants



0,1 ETP par an : 23 jours par an.



Le coût du salaire
Adhésion RESECO : 600 €

DESCRIPTION DE L'ACTION

Intégrer des critères environnementaux dans les marchés publics et les achats de la collectivité.

OBJECTIFS

Proposer une commande publique responsable qui intègre les enjeux environnementaux et les objectifs nationaux de l'achat public durable.

Réduire les déchets produits par la collectivité en agissant le plus en amont possible.

Faire évoluer des pratiques sur des achats récurrents.

Répondre aux obligations réglementaire (loi AGEC) prévoyant une part de réemploi dans les achats publics.

ENJEUX

Utiliser ce levier d'action pour faire évoluer les offres dans le sens de la prévention des déchets.

Inciter les prestataires à changer de pratiques pour qu'ils répondent précisément à la commande.

MISE EN ŒUVRE

Définir des critères structurant la politique d'achat responsable et les objectifs à atteindre.

Choisir un marché public sur lequel il est possible d'agir facilement pour faire des achats en faveur du développement durable.

Étendre cette politique d'achat responsable à l'ensemble des marchés publics et former les agents.

POINTS DE VIGILANCE

Mettre à jour les critères de la politique d'achats après des retours d'expériences.

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de marchés publics intégrant les critères de la politique d'achat.

Évolution des critères en faveur d'achats plus responsables.

Nombres de personnes formées au sein de RM com et dans les communes.

19 RÉALISER

UNE CHARTRE ÉVÈNEMENTS RESPONSABLE DE RMCOM



Agents
Municipalités

Elus

Traiteurs, fournisseurs
retenus par RMcom



Service des
Ressources

Humaines, Mobilité
Responsable de la
communication
Loueurs de salles



0,05 ETP par an : 11,5 jours

Maitre compostrice pour la
partie composteur

Pourrait faire l'objet d'un
stage ou d'une alternance



Documents recensant
les fournisseurs



Le coût du salaire

Temps de formation des agents

DESCRIPTION DE L'ACTION

Proposer la signature d'une charte pour formaliser l'engagement de la communauté de communes dans une démarche d'éco-exemplarité.

S'appuyer sur des retours d'expériences pour définir les principaux objectifs.

OBJECTIFS

Sensibiliser le public et les agents à l'adoption de ces écogestes et les accompagner dans des changements de pratiques.

Sensibiliser à l'inscription aux événements pour éviter le gaspillage alimentaire.

Installer des outils pour la prévention et le tri (composteurs, corbeilles de tri, fontaines à eau, gourdes, etc.).

Réduire voire interdire l'usage de plastique à usage unique et développer des solutions réutilisables (éco-cup, vaisselle, contenants, etc.).

Faciliter l'achat de produits éco-exemplaires (producteurs locaux, entreprises engagées dans la réduction des déchets, etc.).

Limiter le gaspillage alimentaire en ajustant les quantités et en proposant des contenants pour emporter les surplus.

Inciter au covoiturage pour se rendre à l'évènement.

Réduire de 15% les déchets produits lors d'évènements.

Rediriger l'ensemble des déchets alimentaires vers du compostage.

19 RÉALISER

UNE CHARTRE ÉVÈNEMENTS RESPONSABLE DE RMCOM

ENJEUX

Témoigner d'un engagement écoresponsable et durable dans l'organisation d'évènements.

Communiquer sur l'engagement de la Communauté de communes.

Légitimer et faciliter les actions sur le territoire en les impliquant en interne.

MISE EN ŒUVRE

Définir le niveau d'engagement et le cadre de la charte.

Présentation et signature.

Bilan de mise en œuvre et ajustement si nécessaire.

Formation à l'arrivée d'un nouvel agent.

POINTS DE VIGILANCE

Charte qui est signée sur base du volontariat et qui nécessite donc une forte sensibilisation à la prévention en amont.

Nécessite un axe de travail commun à l'ensemble de RMCom (aval DGS/présidence).

INDICATEURS DE SUIVI

Nombre d'évènements organisés respectant la charte.

Pesée des déchets générés lors de chaque évènement sur le nombre de personnes présentes.

Taux de valorisation des déchets produits lors d'évènements (compostage).